



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

*Du 10 au 16 novembre 2020*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

## 1. COI et ses projets

- 1.1 Santé.....2**
- Thierry Lefrançois : «Le lancement du Conseil d'experts de haut niveau Une seule santé constitue une étape essentielle pour la prévention des épidémies mondiales»
- 1.2 Agriculture.....6**
- Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien

## 2. Centres d'Intérêts

- 2.1 Transport aérien.....9**
- Voyant l'ouverture du marché, Air Seychelles reprend lentement ses vols
- 2.2 Environnement.....10**
- Ministère de l'Environnement : Visite des actions menées dans l'aire protégée de l'Allée des Baobabs
- 2.3 Economie.....12**
- FILIÈRE YLANG :  
La troisième journée de concertation a permis la mise en place de l'interprofession
- 2.4 Santé.....13**
- 5,9% de la population est atteinte de diabète

## **Thierry Lefrançois : «Le lancement du Conseil d'experts de haut niveau Une seule santé constitue une étape essentielle pour la prévention des épidémies mondiales»**

La création d'un Conseil d'experts de haut niveau One Health/Une seule santé vient d'être annoncée dans le cadre du Forum de la paix de Paris 2020. Plébiscité par les scientifiques, ce conseil constitue un espoir majeur dans la prévention et la gestion des futures épidémies mondiales. Précisions avec Thierry Lefrançois, expert des approches intégrées et des réseaux de santé au Cirad.

Initié par le gouvernement français avec l'appui du gouvernement allemand, un conseil d'experts de haut niveau One Health a été lancé le 12 novembre 2020 lors du Forum de la paix de Paris. Quel en est l'enjeu ?

**Thierry Lefrançois** : La crise du Covid-19 a mis en lumière la nécessité absolue de mieux détecter, prévenir, gérer et contrôler les futures pandémies, et ce, de l'échelle locale à l'échelle mondiale. Pour atteindre cet objectif, il est indispensable de connecter dans la pratique les différents secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement, et surtout leurs acteurs qui pourront être en mesure de dialoguer, se mettre à l'écoute les uns des autres pour in fine anticiper, et agir avec rapidité et surtout efficacité. Le lancement du Conseil d'experts de haut niveau Une Seule santé constitue ainsi aujourd'hui une étape essentielle pour la prévention des épidémies mondiales. Un collectif de scientifiques dont je fais partie avait signé une tribune dans le quotidien *Le Monde* appelant à la création d'une telle structure.

**Lire > « Il faut institutionnaliser le concept « One Health » pour prévenir de nouvelles épidémies à l'échelle mondiale », Le Monde, 10/11/2020**

Par ailleurs, la composante environnementale, qui jusqu'à présent avait été peu présente sur les questions d'approche intégrée de la santé, sera renforcée avec la participation du PNUE à l'alliance tripartite One Health OMS-OIE-FAO. C'est une excellente nouvelle et une recommandation que plusieurs scientifiques du Cirad et leurs homologues du Royal Veterinary College et de l'Université Mahidol, avaient également récemment partagée.

**Lire > One Health : intégrer la santé des écosystèmes et gagner en opérationnalité**

**Quel devra-t-être selon vous le rôle du Conseil d'experts ?**

**Th. L.** : Le Conseil fournira des recommandations intégrant les contraintes et caractéristiques des différents secteurs de la santé, à l'échelle internationale. En s'appuyant sur ces recommandations, les États et les organisations internationales — l'OMS, l'OIE, la FAO et le PNUE — doivent pouvoir mettre

en place des mesures, des procédures et des fonctionnements afin de mieux anticiper, surveiller, agir précocement et réagir face à une émergence. Ils doivent également être en capacité de construire et promouvoir des socioécosystèmes permettant d'éviter ou de limiter les émergences. Et si l'émergence ne peut être évitée, des socioécosystèmes résilients.

Le Conseil d'experts devra également soutenir, mais aussi potentiellement aider à orienter les politiques de santé nationales, régionales et internationales, en appuyant l'OMS, l'OIE, la FAO, le PNUE ainsi que les États. Enfin, pour assurer un soutien fort aux pays les plus vulnérables, notamment au Sud qui est une zone majeure d'émergence, il devra aider ces acteurs à mettre en place une recherche et une gestion de la santé applicables à l'ensemble des pays et des régions. Il sera nécessaire de tenir compte de la spécificité des territoires, et ce, dans un cadre d'équité et de coopération internationale. Si les populations du Sud peuvent présenter une résilience élevée en raison de leur histoire et de leur environnement, les écosystèmes au sein desquels elles évoluent demeurent parmi les plus fragiles en raison de la surexploitation des ressources naturelles notamment pour l'exportation.

### **Quels types d'acteurs doivent, selon votre expérience et celle du Cirad, trouver place au sein de cette nouvelle structure ?**

**Th. L. :** Pour que la démarche soit véritablement opérationnelle, le Conseil d'experts doit rassembler l'ensemble des acteurs impliqués dans la compréhension et la gestion des émergences en santé. Des scientifiques de toutes disciplines en premier lieu : microbiologie, épidémiologie, entomologie, écologie, physique/climat, sociologie, anthropologie... Mais aussi des spécialistes des réseaux de santé, de la modélisation, de la prospective, et des sciences humaines et sociales...

Il est essentiel de favoriser une interaction entre les disciplines et une mise en débat réelle des problématiques. C'est à cette condition que le Conseil d'experts pourra alors produire un diagnostic partagé et des recommandations co-construites.

Il devra également inclure des représentants des organisations internationales — OMS, FAO, OIE, PNUE — et d'autres structures d'expertise comme l'IPBES ou le GIEC. Des experts issus des ministères et du monde professionnel — agriculture, alimentation, santé, environnement — pourront également en faire partie afin d'assurer l'intégration des secteurs publics et privés.

Enfin, il sera important d'assurer un lien entre le conseil et la société civile, a minima en créant un espace de débat entre le groupe d'experts, le grand public et les ONG.

### **Selon Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, « le multilatéralisme n'est ni un dogme ni une idéologie, il s'agit d'une méthode efficace, qui fonctionne ». Le partenariat international est une des spécificités du Cirad. Comment cette expérience est-elle mise à profit sur les problématiques de santé ?**

**Th. L. :** Plusieurs réseaux régionaux, créés par le Cirad en appliquant le concept Une seule santé, ont déjà fait leurs preuves pour aider à limiter l'entrée de maladies animales sur des territoires ou les contrôler. C'est le cas

des actions menées par deux réseaux coordonnés par le Cirad depuis deux départements d'outre-mer français.

Le **réseau CaribVET**, animé depuis la Guadeloupe, regroupe les organismes de recherche et université, les directions des services vétérinaires de 33 pays et territoires, mais aussi les organisations régionales et internationales (CARICOM, USDA, IICA, OIE, FAO). Le **réseau One Health Océan Indien**, associé au **réseau de surveillance Sega One Health**, regroupe des représentants des santés vétérinaire et humaine des 5 pays de la **Commission de l'Océan Indien**, des représentants de la commission elle-même et des organisations internationales (OIE, OMS, FAO).

Les différentes actions coordonnées par CaribVET sur influenza aviaire, l'alerte précoce et le renforcement de la vigilance aux frontières notamment, ont permis d'éviter l'entrée de la maladie en 2016 dans les Caraïbes. Quant au **réseau One Health Océan Indien**, il a appuyé le contrôle des épizooties de fièvre aphteuse déclarées à Rodrigues-Maurice et de fièvre de la vallée du Rift à Mayotte en 2019. Ces réseaux cumulent plus de 15 ans d'expérience. Ils ont réalisé un travail colossal de coordination, de tissage de liens de confiance entre les acteurs pour un partage d'information efficace.

Deux autres **dispositifs de recherche et de formation en partenariats (dP)** contribuent aux approches intégrées de la santé à un niveau régional : les **dP Grease en Asie du Sud Est** et le **dP RP-PCP en Afrique Australe**. Ils rassemblent des activités de recherche/développement et des partenariats de long terme sur les questions d'émergence ou d'interaction faune sauvage-faune domestique. Ils ont aussi contribué à améliorer la gestion des émergences comme celles de l'influenza aviaire au Vietnam.

En France, la plateforme nationale d'épidémiosurveillance en santé animale, ESA, regroupe les acteurs publics et privés au service de la surveillance épidémiologique du territoire national - Anses, INRAe, Fredon, Acta, Chambre d'agriculture... La plateforme ESA surveille une vingtaine de dangers sanitaires dans les élevages et la faune sauvage. Le Cirad y assure l'animation de la cellule de veille sanitaire internationale (VSI), avec l'Anses et la direction générale de l'Alimentation. Depuis 2013, le dispositif ESA permet donc non seulement d'améliorer la détection des épizooties aux frontières, mais aussi de renforcer et de coordonner des dispositifs de surveillance et de protection sur le territoire national métropolitain ou dans les départements et territoires d'outremer.

**Comment se positionnent ces exemples de réseaux régionaux ou nationaux et le Cirad par rapport à la création du conseil d'experts de haut niveau ?**

**Th. L. :** Ces exemples illustrent bien le potentiel d'amélioration de la gestion des émergences par la mise en œuvre du concept One Health et d'approches intégrées multiacteurs.

Le Conseil d'experts de haut niveau One Health, qui vient d'être lancé, place cette ambition à un autre niveau géographique en favorisant à la fois la mise en réseau à l'échelle internationale, mais aussi le développement ou le renforcement des structures équivalentes à l'échelle régionale et nationale.

Les recommandations qu'il fournira devront être complétées par des actions de recherche et de développement dans l'ensemble des zones géographiques confrontées aux émergences. Le Cirad, par son expérience d'approche intégrée de la santé et de construction de réseaux partenariaux y a un rôle majeur à jouer.

En termes de recherche, notamment opérationnelle, nous avons par ailleurs l'ambition de pousser plus loin encore l'association de nos experts dans les domaines de l'agriculture, la biodiversité, la gestion des territoires, la santé des plantes, des sols, etc. Nous sommes convaincus que la santé des plantes joue un rôle sur la santé globale et souhaitons multiplier des projets qui mettent en œuvre les interactions santé-agriculture-territoires en impliquant l'ensemble des unités du Cirad et les partenaires concernés. À travers la santé des territoires, nous pourrions favoriser la construction de socioécosystèmes résilients, pour une planète saine.

## Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien

**La Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement dans l'océan Indien (PRÉRAD-OI) 2.0, une intelligence collective au service du développement durable avec, comme leviers, la science et l'innovation.**

La Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement dans l'océan Indien (**PRÉRAD-OI**), outil d'intelligence collective au service de la coopération régionale, coordonnée et animée par le Cirad, agit au quotidien afin de relever les défis alimentaires, sanitaires et environnementaux auxquels fait face la région. Elle s'appuie notamment sur cinq grands réseaux régionaux et thématiques, porteurs de projets de recherche et de développement.

Née en 2014 d'une volonté partagée entre la Commission de l'Océan Indien (COI), l'Etat français, le Conseil Régional de la Réunion, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), la PRÉRAD-OI fédère plus d'une cinquantaine d'institutions publiques (*ministères*), d'organisations de recherche, d'établissements d'enseignement supérieur et de formation agricole et d'instituts techniques en charge du transfert, présents dans les cinq pays membres de la **COI** (*Madagascar, Maurice, France-Réunion, les Seychelles et l'union des Comores*).

Comme beaucoup de régions dans le monde, La région océan Indien est exposée à de nombreuses contraintes, exacerbées par l'insularité, qui impactent fortement le secteur agricole, secteur important de l'économie de la région et des cinq États membres de la **Commission de l'Océan Indien (COI)**, notamment en termes d'emplois et d'activités générés. Ces contraintes sont de natures diverses : liées aux changements globaux (*climatique, perte de biodiversité, risques sanitaires accrus...*) entraînant notamment des pertes de production importantes et limitant dans des cas de crises sanitaires les échanges inter-îles; liées à des besoins alimentaires croissants dus à une démographie galopante ; liées à des standards et des normes différenciées entre états de la région qui freinent les échanges commerciaux ; liées à une insécurité alimentaire et une pauvreté persistantes sur certains territoires.

Les enjeux à relever dans l'océan Indien sont majeurs et déterminants pour les prochaines années. Ils passent par un appui, en tant que de besoin, aux pays afin de renforcer leur souveraineté alimentaire et organiser la sécurité alimentaire à l'échelon régional, en raisonnant une économie axée sur la complémentarité des filières agricoles et la proximité géographique. Au plan sanitaire, la crise actuelle nous rappelle à la réalité d'un changement immédiat de paradigme et renforce l'idée d'un nécessaire renforcement des réseaux existants, tels que One Health\* et PRPV\*, déjà fortement engagés dans les crises passées et en cours. La transition écologique impose de

poursuivre les efforts de protection de notre biodiversité et de notre agrobiodiversité et de les valoriser dans le cadre d'une bioéconomie tropicale assumée et durable. Enfin, l'agro-écologie doit représenter un levier de durabilité.

Ainsi, la PRÉRAD-OI entend :

- Etre un outil singulier au service de la coopération régionale agricole dans l'océan Indien qui aide au renforcement et à la promotion de la recherche, de l'innovation et de la formation, triptyque nécessaire à la création de synergies partenariales enrichissantes ;
- Développer une démarche structurée, intégrée et participative de coopération régionale favorisant et facilitant la Recherche, l'Innovation et la Formation afin d'accroître la visibilité et la contribution de la recherche agricole nationale et régionale au développement de la région et au rayonnement des compétences locales ;
- Alimenter des stratégies et des programmes régionaux soutenus par la COI, en capitalisant sur et en valorisant les connaissances, les savoir-faire et les outils développés ; Participer à leur mise en œuvre opérationnelle à travers une offre de services, d'expertises et d'outils développés dans le cadre de la plateforme.

Il s'agit à terme, et si le besoin s'exprime, d'appuyer la structuration d'un pôle ultramarin océan Indien d'excellence en recherche et en innovation agronomiques, dans le cadre notamment des stratégies de spécialisation intelligente ou d'autres financements destinés au montage de méta projets. La PRÉRAD-OI, à travers les cinq réseaux thématiques\* qu'elle accompagne et les projets qu'ils développent, apporte des solutions concrètes qui répondent tout ou partie à ces enjeux à travers la formation par la recherche et l'exemple et à travers une recherche finalisée qui au-delà des connaissances produites délivre des innovations technologiques et non technologiques, qu'elle se propose de partager et ainsi de contribuer à diffuser dans le monde économique.

\* Cinq réseaux de compétences qui adressent cinq problématiques clés auxquelles s'efforce de faire face l'agriculture d'aujourd'hui et de demain, à savoir la recherche de solutions pour les systèmes d'élevage face au changement climatique, la gestion des risques sanitaires que subissent les végétaux et les animaux dans une logique One Health, la préservation de la biodiversité, la conservation des ressources génétiques végétales et leur mise à disposition auprès des professionnels, et enfin, la recherche de la qualité des productions alimentaires et leur valorisation auprès des populations. Elle développe en propre des activités transverses et des produits partagés par la communauté PRÉRAD-OI et utiles aux acteurs publics, aux producteurs, aux organisations professionnelles et aux agences de développement régionales et nationales. Elle compte ainsi jeter des ponts solides entre ces différentes communautés afin de les outiller utilement.



Plus spécifiquement, la PRÉRAD-OI s'attache à :

- Faciliter le développement et la mise en œuvre d'outils d'aide à la décision. Ainsi, un observatoire des agricultures de l'Océan indien est en cours de définition, et son déploiement opérationnel espéré dès 2021. Cet observatoire permettra d'accompagner les politiques publiques pour la transformation des exploitations agricoles dans leur diversité qui sera décrite, et en particulier celle des exploitations agricoles familiales, de faire un diagnostic et de cibler les points d'actions-levier quant au dimensionnement et à l'orientation d'investissements inclusifs pour plus d'impacts face aux enjeux.
- Appuyer les cinq réseaux thématiques existants et faciliter l'émergence et la structuration de nouveaux réseaux thématiques sur des sujets d'importance stratégiques pour la région. En 2020, deux sujets ont été ainsi identifiés : *la valorisation de la biomasse végétale à des fins énergétiques et la valorisation des résidus organiques dans les sols et hors sol.*
- Mettre l'accent sur une communication dédiée et singulière qui se base sur une nouvelle identité visuelle et qui facilite ainsi l'échange et le partage d'informations et d'expériences à travers des supports numériques dédiés (*un site web [www. prerad-oi.org](http://www.prerad-oi.org)*) et les réseaux sociaux.

A travers cette approche, la PRÉRAD-OI est utile :

- *Aux partenaires de la plateforme eux-mêmes* qui participent activement aux actions que la plateforme soutient ou facilite et qui tirent un réel bénéfice quant à la mise à l'échelle et la montée en gamme de leurs expertises et de leurs capacités de recherche et d'innovation dans ce cadre mais aussi...
- *A tous les acteurs publics et privés* qui participent au développement économique des territoires concernés, aussi divers soient-ils : les décideurs, les agriculteurs, les organisations professionnelles, les agences de développement, les chercheurs et les enseignants, les instituts techniques qui vulgarisent et diffusent.

**La PRÉRAD-OI est cofinancée par l'Union Européenne (au titre du FEDER Interreg V pour la programmation 2015-2021), par la Région Réunion et le Cirad, avec le concours du Conseil Départemental de La Réunion.**

## Voyant l'ouverture du marché, Air Seychelles reprend lentement ses vols

By: [Christine Ouma](#), édité par [Betymie Bonnelame](#) et traduit par [Rudie Bastienne](#)



Le premier vol d'Air Seychelles à destination de Johannesburg a eu lieu le samedi 7 novembre (Air Seychelles)

(Seychelles News Agency) - **Air Seychelles** a repris ses services passagers à destination de Johannesburg, en Afrique du Sud, et se rendra à Tel Aviv, en Israël, à partir de lundi, a déclaré un haut responsable de la compagnie aérienne.

Le premier vol de la compagnie aérienne à destination de Johannesburg a eu lieu le samedi 7 novembre et le directeur général de la société, **Remco Althuis**, a déclaré que les vols auraient lieu chaque semaine jusqu'en décembre, date à laquelle la fréquence devrait augmenter.

"Nous aurons trois vols par semaine vers Tel-Aviv, et en décembre, la fréquence vers Johannesburg passera à trois fois par semaine", a déclaré M. Althuis.

**Air Seychelles** devrait se rendre aux Maldives une fois par semaine à partir de décembre.

"Historiquement, le vol de Johannesburg avait beaucoup de connectivité depuis Mumbai et nous pensons qu'en permettant au marché sud-africain de vendre le vol vers Maldives, nous pouvons maintenir une demande suffisante pour maintenir trois fréquences par semaine", at-il déclaré à la SNA.

Le transporteur national des Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, effectue généralement quatre liaisons : Maurice, Mumbai, Johannesburg et Tel Aviv. [Suite de l'article](#)

## Ministère de l'Environnement : Visite des actions menées dans l'aire protégée de l'Allée des Baobabs



Avant la crise, l'Allée des Baobabs accueillait plus de 30.000 visiteurs par an.

**La ministre de l'Environnement et du Développement durable, Vahinala Raharinirina BAOMIAVOTSE, a effectué une descente sur terrain le samedi 14 novembre 2020 dans la ville de Morondava afin de constater les actions menées par FANAMBY dans l'aire protégée de l'Allée des Baobabs et ses environs, mais aussi pour voir de plus près les actions sociales au profit des communautés locales assurées par SAHANALA.**

Pour rappel, Fanamby collabore depuis 2006 avec l'Etat, la Commune, et les membres de SAHANALA pour la préservation de l'Allée des Baobabs et du Menabe central, ainsi qu'au développement économique de la zone. La visite de la ministre avait ainsi pour but de voir l'évolution de la situation des points de feux, qui a été aggravée par la crise sanitaire. En effet, les feux sont habituellement enregistrés au mois de juillet-août. Mais cette année, les premiers feux se sont déclarés dès le mois de mars, avec un pic au mois de juin. Ce phénomène est surtout visible dans le Menabe Antimena où 41.800 ha de couverture arborée ont été perdues depuis. Cependant, grâce aux interventions de FANAMBY qui mobilise d'importants moyens dans cette zone sensible, les pertes en couverture forestière ont été réduites de moitié en 2019. Cette descente du MEDD a entre autres permis d'évaluer l'efficacité de la mobilisation quotidienne de FANAMBY et de ses collaborateurs dans la lutte pour préserver ces patrimoines naturels.

**Action sociale.** En dehors de la protection des aires protégées, la ministre a aussi eu l'occasion de visiter les 187 ha de rizières aménagés depuis 2012 par SAHANALA, en collaboration avec les paysans. Ces plantations visent à assurer l'autosuffisance alimentaire des communautés locales. Selon les responsables au niveau de SAHANALA, un projet de renforcement de l'autosuffisance alimentaire est actuellement en cours. En plus du riz, des semences de légumineuses seront offertes aux paysans. Ce projet est prévu démarrer dès l'arrivée des premières pluies dans la zone.

C'est aussi lors du passage de la ministre que SAHANALA a remis officiellement 10 lampadaires et kits solaires à la commune de Marofandilia,

située à 44 km au nord de Morondava. Ces équipements vont permettre d'éclairer les rues de la commune et renforceront par la même occasion la sécurité et le bien-être de la population.

**Anja RANDRIAMAHEFA**

## FILIÈRE YLANG :

### La troisième journée de concertation a permis la mise en place de l'interprofession



La troisième édition de la "journée de concertation autour de la filière ylang-ylang" a été clôturée le jeudi 12 novembre à Mutsamudu, après deux journées de travail. Elle a vu naître l'Interprofession de l'ylang, un organe rassemblant les divers acteurs de la filière, à savoir producteurs, distillateurs, manœuvres et cueilleuses. Elle est censée "défendre les intérêts de l'ensemble des acteurs et actrices de la filière", et de "répondre aux enjeux de protection de l'environnement et de développement durable auxquels fait face" cette dernière. Cette séance de clôture a été marquée par l'intervention du ministre de l'Economie, Houmed M'saïdie, après celle du président élu de l'interprofession, Ahmed Mahamoud. Les participants ont, par ailleurs, pris connaissance du nouveau bureau élu et de ses projets pour l'année à venir, suite à quoi une discussion générale a été ouverte, suivie de travaux de groupes orientés vers les attentes et les engagements de chaque acteur de la filière.

## 5,9% de la population est atteinte de diabète



Le ministère de la santé a célébré le 14 novembre, la 30e édition de la journée mondiale du diabète.

5,9% de la population est atteinte par cette pathologie. Les scientifiques recommandent donc la prévention pour faire face à cette maladie. "Le personnel infirmier et le diabète », tel est le thème retenu cette année pour célébrer la 30e édition de la journée internationale de diabète.

Ce dernier a été choisi justement pour mettre en valeur le rôle majeur que joue le personnel infirmier dans la prise en charge du diabète. Dans le pays, une cérémonie a été organisée au ministère de la santé ce samedi 14 novembre en présence du directeur de l'Agence Française pour le Développement (AFD) et du directeur de l'ONG santé diabète. Selon le constat, 400 millions de personnes sont atteintes par cette pathologie dans le monde, 5,9% de la population comorienne. Une maladie qui suscite un grand intérêt de prévention à travers des campagnes de sensibilisation et une meilleure prise en charge.

### Plus d'information :

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2020/11/14/diabete-plus-de-la-moitie-des-diabetiques-en-afrique-non-diagnostiques/>

